

Beaucoup de stations de Météo France sont inutiles

Site de la page 54

sur son site Internet. Mais les chômeurs qui viendraient y chercher un peu de réconfort risquent d'être déçus. Car ce nouvel organisme, qui va embaucher une douzaine de chargés de mission, est fermé au public: il ne fera que gérer les sur de nouveaux programmes d'aide et de formation des chômeurs. L'objectif de ces missions inventées par Jean-Louis Borloo, l'ex-ministre de l'Emploi, était pourtant de rassembler dans un même lieu tous les guichets - ANPE, Assédic, Missions locales, Alpha (formation professionnelle) - afin de faciliter la vie des chômeurs. Hélas! Au dernier moment, à peine une trentaine parmi les 220 «maisons Borloo» projetaient de créer un guichet unique. Les autres, à l'instar de celle du Havre, constitueront un nouveau «maillon» administratif, doté de 7 500 emplois supplémentaires, qui à défaut de servir à quelque chose comptera un peu plus notre service public de l'emploi. Cela n'empêche pas les élus locaux de faire du zèle. A Toulouse, deux «maisons Borloo» ont été inaugurées dans le même bassin d'emploi. En 2005, Jean-Pierre Martin Malvy, le président PS du conseil régional, et l'autre par le conseil UMP de la ville, Jean-Luc Moudenc...

Météo France Deux fois plus de fonctionnaires qu'un Royaume-Uni pour prévoir la couleur du ciel

Le «Met Office», vous connaissez? C'est l'organisme de prévisions météo britannique, considéré comme l'un des meilleurs au monde. Eh bien, il emploie à peine 1 800 personnes, deux fois moins que Météo France, où 3 752 fonctionnaires scrutent les cumulus. Certes,

A l'étranger, nos personnels doublent et sont mal répartis

e rayonnement de la France à l'étranger n'a pas de prix: pas moins de 15 000 fonctionnaires issus d'une dizaine de ministères sont présents dans 161 pays, soit le réseau le plus étendu après celui des Etats-Unis. Problème: ces effectifs sont mal répartis et pas toujours efficaces. Ainsi, 40% des personnels expatriés sont implantés en Afrique et au Moyen-Orient, 22% en Europe, mais 13% seulement en Asie, pour la zone économique la plus dynamique. Comment justifier que l'ambassade de France à Madagascar compte plus d'employés (270) que celle de Pékin (257)?, s'insurge la Direction du budget, Fig. 1a où ils sont déjà trop nombreux, les fonctionnaires tricolores font souvent le même boulot. A Madrid trouve un conseiller



L'ambassade de France à Berlin compte encore 423 agents quand celle de Pékin n'en a que 297.

équipement et transports auprès de l'ambassadeur, alors qu'une tâche peut à la mission économique (une antenne de Bercy). L'ac-tion culturelle suscite de nombreux débats: un rapport de l'Inspection générale des Affaires étrangères de 2005 révèle ainsi que dans treize pays européens, une Alliance française collabore avec un Institut culturel, dont la mission est quasi identique. D'ou «des frais de fonctionnement dans ces pays deux fois plus élevés que le budget des actions qui y sont menées».

UN SOUTIEN A L'EXPORT PEU EFFICACE

Pays	France	Royaume-Uni	Allemagne	Italie	Espagne
Nombre d'agents	1 987	1 500	1 046	730	263
Coût par agent (en millions d'euros)	4,9%	4,6%	9,3%	3,8%	2,3%

(1) Besoin de soutien à l'export. Avec 941 fonctionnaires en moins dans son réseau à l'étranger, l'Allemagne détiendrait le record mondial de deux fois plus élevée que celle de la France.

Source: Rapport parlementaire Wirth, juillet 2006.

Impôts La France championne du monde des effectifs et du nombre de trésoriers

une partie de cet écart s'explique par la forte présence de nos météorologues outre-mer (425 agents). Mais notre établissement public se distingue aussi par une organisation très archaïque. Ainsi a-t-il dispersé ses agents dans trois sites administratifs (Paris, Trappes et Toulouse), 11 directions inter-régionales, 92 centres départementaux et une myriade de petites stations d'observation locales. «La nécessité d'une présence systématique à l'échelon départemental est loin d'être évidente», notait pudiquement la Cour des comptes en 2005. Depuis, Météo France a fait quelques efforts en supprimant 54 postes. Mais sa productivité reste à des années-lumière de celle du «Met Office», qui a allégé ses équipes d'une centaine d'emplois pendant la même période.

Dans la Creuse, on compte toujours 44 trésoriers et centres des impôts, un chiffre qui n'a pas varié depuis un siècle... alors que la population du département a été réduite de moitié. Et sans question de toucher à un seul de ces bureaux, les maires d'Aubusson, de Guéret et de Pontoniac se bagarrent, aux côtés des syndicats, pour «préservier les services publics en milieu rural». Simple exemple. Figé dans le grant, le ministère des Finances continue de faire cohabiter une double administration fiscale (la Direction générale de la comptabilité publique, qui calcule les impôts, et la Direction générale des impôts, qui les perçoit), l'ex-écutif un réseau absolument démesuré de 3 500 trésoreries et

centres des impôts, soit six fois plus qu'en Grande-Bretagne. Cette monstrueuse bureaucratie emploie pas moins de 150 000 agents. Pas étonnant que, selon un audit de Bercy, le coût du prélevement de l'impôt représente 1,6% des recettes en France, contre environ 1% au Royaume-Uni et 0,5% en Suède et aux Etats-Unis. Pour tenter de réduire cet écart, la Direction générale des impôts a bien supprimé 2 500 postes depuis 2003. Et elle essaie de mieux répartir la charge de travail, qui va de un à trois entre les départements à forte croissance démographique, comme les Hauts-de-Seine, et ceux qui se dépeuplent, comme la Corse ou la Lozère. Mais elle est encore loin du compte. Si elle en avait vraiment la volonté, l'ex-écutif des déclarations fiscales

Site page 58

Dans le tourisme, les organismes fumeux prolifèrent

Site de la page 56

avait disparu. Le cas marseillais illustre un phénomène massif, démontré dans un rapport récent de la Cour des comptes: s'il créait de grands centres de gestion des communautés de communes à crées des surcoûts de déficit les syndicats...

Collectivités locales A Marseille, la communauté urbaine a provoqué une inflation des effectifs

Sur la Canche, les agents municipaux n'aiment pas le changement. Lors de la création de la communauté urbaine par la cité phocéenne et 17 villes voisines, en 2000, 366 d'entre eux n'ont pas voulu rejoindre cette nouvelle entité, qui avait pourtant allégé sa grille de rémunérations sur celle des municipalités les plus généreuses. Même conservés dans les communes satellites, où 226 agents ont eux aussi, refusé d'aller bosser à Marseille Provence Métropole, qui a pris en charge la voirie, le traitement des déchets et les transports urbains de ces municipalités. Du coup, ces fonctionnaires territoriaux ont dû être recrutés dans d'autres services - même si ceux-ci n'avaient pas besoin d'eux - car leur boulot

des Finances, l'Etat pourrait supprimer 9 000 postes inutiles, soit 43% de ses effectifs, s'il créait de grands centres de traitement compatible comme existent en France, la multiplication des communautés de communes a créé des surcoûts en pagaille. Avec comme conséquence une hausse vertigineuse des charges payées par le contribuable. A Marseille, par exemple, le ramassage des ordures ménagères coûterait, selon les calculs de l'opposition socialiste, quatre fois plus cher qu'avant la création de la communauté urbaine...

Services comptables de l'Etat 9 000 postes de gratin supprimés sans nuire au service

Nos 20 800 comptables publics ont une productivité très élevée: quand certains traitent 33 000 factures par an, d'autres, pas vraiment menacés par le surmenage, n'en épluchent que 900, soit quatre par jour. Ces services sont en effet de faibles effectifs employant 45 comptables et d'autres deux agents. Selon un audit récent du ministère

Tourisme L'administration centrale fait double emploi avec les collectivités locales

Certes, la France est la première destination touristique mondiale. Mais est-ce une raison pour entretenir un appareil administratif aussi kakémonique? D'abord, nous sommes l'un des rares pays à disposer d'un ministère (avec un cabinet de direction et une quarantaine de personnels) et d'une administration du tourisme (150 fonctionnaires). Ensuite, nous avons inventé le Conseil national du tourisme, un bidule qui produit de vagues

rapports sur l'avenir du secteur, et l'Odé, une instance «d'observation, de développement et d'ingénierie touristique» (82 fonctionnaires) dont le but est «d'aider les acteurs publics et privés à concevoir leur offre touristique». Un objectif que les professionnels du secteur n'ont toujours pas bien compris... Enfin, il y a la Maison de la France, qui vend notre image grâce à des bureaux installés dans 29 pays. A ces structures d'Etat, il faut ajouter celles mises en place dans les départements et les régions qui ont tous créé leurs comités du tourisme. Naturellement, dans ce fatras d'organismes, les doublons sont légion. Par exemple, en province, les directeurs du tourisme du conseil régional se téléco-pent avec les «délégués régionaux» qui dépendent de l'Etat. «Conservier une administration centrale du tourisme n'a plus beaucoup de sens», admet le député UMP Jean-Jacques Des-camps. En tant qu'ancien secrétaire d'Etat au tourisme, il sait de quoi il parle...

Luc Marin, Thierry Fabre et Estienne Ginguembre

L'INRP, un institut de recherche de l'Education nationale qui n'a rien à faire



L'institut national de recherche pédagogique (INRP), on s'en souvient. Cet organisme, censé assurer une veille scientifique pour les sciences de l'éducation, n'a reçu aucune commande de l'Etat depuis janvier 2000. Aors, les 170 chercheurs s'occupent comme ils peuvent et pondent des études sur des sujets aussi cruciaux que «les recruteurs

170 chercheurs à plein-temps, aucune commande de l'Etat depuis 2000

7 MOORE FOUR CAPITAL, GETTY

Site page 58